

**DECISION N°004/11/ARMP/CRD DU 12 JANVIER 2011
DU COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN
COMMISSION LITIGES SUR LA DEMANDE D'AUTORISATION DE LA
DIRECTION DE LA SURVEILLANCE ET DU CONTROLE DE L'OCCUPATION DU
SOL DU MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L'ASSAINISSEMENT, DE
POURUIVRE LA PROCEDURE DE PASSATION PORTANT SUR LE MARCHE
D'ACQUISITION DE DEUX VEHICULES 4X4 PICK UP POUR LES BRIGADES
ZONALES DE PIKINE GUEDEAWAYE ET RUFISQUE.**

**LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN COMMISSION
LITIGES,**

Vu le Code des obligations de l'administration modifié par la loi n° 2006-16 du 30 juin 2006, notamment en son article 30 ;

Vu le décret n° 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des marchés publics modifié ;

Vu le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés publics modifié, notamment en ses articles 20 et 21 ;

Vu la décision n° 0005/ARMP/CRMP du 19 mai 2008 portant règlement intérieur du Conseil de Régulation des Marchés publics ;

Vu la lettre n° 0099/MUA/DSCOS du 20 décembre 2010 de la Direction de la Surveillance et du Contrôle de l'occupation du Sol du Ministère de l'Urbanisme et de l'Assainissement, enregistrée le 20 décembre 2010 sous le numéro 862/10 au Secrétariat du Comité de Règlement des Différends ;

Après avoir entendu le rapport de M. Cheikh Saad Bou SAMBE, Directeur de la Réglementation et des Affaires juridiques, rapporteur, présentant la requête du demandeur ;

En présence de Monsieur Abdoulaye SYLLA, Président, de MM. Abd'El Kader N'DIAYE et Ndiacé DIOP, membres du Comité de Règlement des Différends,

De MM. Cheikh Saad Bou SAMBE, Directeur de la Réglementation et des Affaires juridiques et Oumar SARR Conseiller juridique, observateurs ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi,

Adopte la présente délibération fondée sur la régularité du recours, les faits et moyens exposés ci après :

Par courrier n°0099/MUA/DSCOS du 20 décembre 2010 enregistré le 20 décembre 2010 sous le numéro 862/10 au Secrétariat du Comité de Règlement des Différends, la Direction de la Surveillance et du Contrôle de l'occupation du Sol du Ministère de l'Urbanisme et de l'Assainissement a introduit une requête demandant au CRD l'autorisation de poursuivre la procédure de passation du marché relatif à l'acquisition de deux véhicules 4X4 Pick Up pour les brigades zonales de Pikine, Guédiawaye et Rufisque.

SUR LA RECEVABILITE

Considérant qu'à la suite de l'avis appel d'offre lancé dans le journal « Le Soleil » du 13 septembre 2010 par la Direction de la Surveillance et du Contrôle de l'occupation du Sol (DSCOS), la commission des marchés a soumis le rapport d'évaluation des offres et le procès verbal d'attribution pour avis à la DCMP par lettre n°32/MUA/CAB/CPM du 7 décembre 2010 ;

Considérant qu'après examen, l'organe chargé du contrôle a priori a informé l'autorité contractante par courrier en date du 10 décembre 2010 du rejet du dossier pour les raisons suivantes :

- l'ouverture des plis du marché précité s'est tenue le 13 octobre 2010 alors que la date du 12 octobre 2010 était fixée dans les dispositions de la clause 23.1 des Données particulières de l'appel d'offres ;
- les spécifications techniques du Dossier d'appel d'offres n'ont pas été respectées ;
- les dossiers types exigés par la résolution n°15/09 du 27 mars 2009 du Conseil de Régulation de l'ARMP n'ont pas été utilisés ;

Considérant que le décret n°2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP, en son article 2, donne compétence au CRD pour statuer sur les recours relatifs aux litiges opposant les organes de l'Administration intervenant dans le cadre de la procédure de passation ou d'exécution des marchés publics et délégations de service public ;

Considérant à cet égard que selon les dispositions de l'article 81.2 du Code des Marchés publics modifié, l'autorité contractante transmet la proposition d'attribution du marché à la DCMP pour avis ;

Qu'au cas où l'autorité contractante n'accepte pas les recommandations de la DCMP sur la proposition d'attribution du marché, elle peut saisir le CRD dans un délai de trois (3) jours ouvrables suivant la réception desdites recommandations, en référence à l'article 81.4 du Code des Marchés publics ;

Considérant que l'autorité contractante a introduit son recours par lettre en date du 20 décembre 2010 enregistrée le même jour au Secrétariat du CRD, soit quatre (4) jours francs après la réception de l'avis défavorable de la DCMP ;

Que le recours n'étant pas introduit dans les délais prescrits, il doit être déclaré irrecevable.

DECIDE :

- 1) Déclare irrecevable la requête introduite pour tardiveté ;
- 2) Dit que le Directeur général de l'ARMP est chargé de notifier à la Direction de la Surveillance et du Contrôle de l'occupation du Sol du Ministère de l'Urbanisme et de l'Assainissement et à la DCMP la présente décision qui sera publiée.

Le Président

Abdoulaye SYLLA